

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26 000 Valence

Valence, le 12/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Société S.S.B (ex. Société Romane de la Chaussure)

Rue Pierre Curie
26 100 Romans-sur-Isère

Référence : 20240711-RAP-DAEN0664
Code AIOT : 0006108203

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/06/2024 dans l'établissement SOCIÉTÉ ROMANAISE DE LA CHAUSSURE - CLERGERIE implanté Rue Pierre Curie BP 69 26100 Romans-sur-Isère. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée le 11 juin 2024 pour faire suite à l'incendie survenu sur l'installation le 10 juin 2024. L'exploitant a été informé la veille de la programmation de cette visite.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- S.S.B
- Rue Pierre Curie 26 100 Romans-sur-Isère
- Code AIOT : 0006108203
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Statut IED : Non IED

La société S.S.B a repris courant 2023 les installations précédemment exploitées par la Société Romane de la Chaussure (SRC), concernant notamment un atelier de fabrication de chaussures de la marque Clergerie, rue Pierre Curie à Romans-sur-Isère, relevant du régime de l'autorisation ICPE sous la rubrique 2360.

Les équipements de production sont les suivants :

- une chaîne de montage en deux parties,
- diverses machines pour la finition (zone habillage),
- sept cabines individuelles de pistoletage, encollage ou peinture,
- douze presses de découpe,
- dix machines de piquage en service,
- une machine de découpe des peaux à jet d'eau haute pression,
- une machine de découpe des peaux par cutter.

L'activité a été reprise après une procédure de redressement judiciaire ouverte le 29 mars 2023 pour la société SRC. Le changement d'exploitant ICPE est à régulariser.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Délais
1	Incendie du 10 juin 2024 - Analyse et rapport d'incident	Code de l'environnement du 11/06/2024, article R.512-69	Demande d'action corrective	1 mois
2	Prévention du risque incendie dans la zone de fabrication	Arrêté Préfectoral du 26/03/2014, articles 7.1.1, 7.1.3, 7.5.3 et 7.5.4	Demande d'action corrective	1 mois
3	Changement d'exploitant	Code de l'environnement au 11/06/2024, article R.181-47	Demande d'action corrective	1 mois
4	Situation administrative & Réduction d'activité	AP Complémentaire du 26/03/2014, article 1.2.1	Demande d'action corrective	1 et 3 mois
5	Documents tenus à la disposition de l'inspection	AP Complémentaire du 26/03/2014, Chapitre 2.6	Demande d'action corrective	3 mois
6	Isolement des réseaux en cas d'incendie	AP Complémentaire du 26/03/2014, article 4.3.9	Demande d'action corrective	1 mois
7	Suites données aux précédentes visites d'inspection	Autre (cf. détail dans les rapports de contrôle)	Demande d'action corrective	3 mois

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection réalisée le 11 juin 2024 a permis de prendre connaissance de l'incendie survenu la veille, le 10 juin 2024 (localisation, origine, ampleur, gestion par l'exploitant, etc.).

Les conséquences de l'incendie apparaissent peu importantes et pas de nature à avoir entraîné des conséquences notables sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

La visite a également été l'occasion de constater la reprise, par la société S.S.B, des installations classées précédemment exploitées par la Société Romane de la Chaussure, près la procédure de redressement judiciaire intervenue en 2023.

L'activité a été notablement réduite, ainsi que le nombre de salariés. Les installations classées autorisées (ICPE), avec notamment l'atelier de fabrication de chaussures classé à autorisation sous la rubrique 2360 de la nomenclature des installations classées, ainsi que l'installation d'application de colles et solvants classées à déclaration sous la rubrique 2940-2, pourraient faire l'objet d'un déclassement du fait de la réduction notable du niveau d'activité.

La nouvelle société n'a en l'état pas mis en place une organisation visant à s'assurer de la connaissance et du respect des conditions d'exploitation applicables, notamment fixées par le code de l'environnement et l'arrêté préfectoral n°2014085-0011 du 26 mars 2014.

Le changement d'exploitant doit en premier lieu faire l'objet d'une régularisation par la société S.B.B. Cette dernière doit ensuite rapidement se positionner sur les conditions de cette reprise : conservation du niveau d'autorisation fixé par l'arrêté préfectoral du 26 mars 2014 (et des conditions associées) ou modification à la baisse des seuils autorisés (avec changement de régime et le cas échéant cessation partielle d'activité ICPE).

En fonction de ce positionnement, l'exploitant pourra ajuster sa réponse aux écarts relevés lors de cette visite et des visites précédentes de 2023 (persistances de non-conformités).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Incendie du 10 juin 2024 - Analyse et rapport d'incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/06/2024, article R512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'incident
Prescription contrôlée : Article R.512-69 du code de l'environnement <i>« L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</i> <i>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées. »</i>
Constats : Le 10 juin 2024 en milieu de matinée, un incendie est survenu au niveau des installations de l'établissement. La DREAL a été informé par la préfecture. L'incendie a été détecté du fait de fumées visibles au niveau du chapeau d'un « silo » de récupération de poussières de cuir. L'incendie a été rapidement maîtrisé du fait de l'intervention du personnel et des services d'incendie et de secours (alertés par l'exploitant). Selon les informations communiquées, l'évacuation du site a été réalisée dans le calme et l'incendie a eu un faible impact sur les installations du site. L'évacuation du bâtiment a été réalisée sans avoir recours aux alarmes incendie (mauvaise pratique). Le silo est en fait un cyclone d'aspiration des poussières de cuir au niveau de l'atelier de fabrication des chaussures (deux lignes). Les poussières sont recueillies dans un sac disposé en point bas du cyclone (le cyclone lui n'a aucune capacité de stockage). Il semble que de la poussière de cuir puisse s'accumuler dans certains points des gaines d'aspiration. Un échauffement est possible en activité du fait de la réalisation d'une opération (« verrage ») qui consiste à poncer le dessous des chaussures avant la mise en place de la semelle, alors que des agrafes sont présentes. Cette opération a donc pu conduire à un début de combustion des poussières de cuir présentes dans les gaines (avec dégagement de chaleur et de fumées). Après détection des fumées (visuelle), le cyclone a été arrêté par l'exploitant qui a ensuite procédé à un arrosage à partir de RIA de l'établissement. Les sapeurs pompiers ont procédé à un arrosage complémentaire à leur arrivée. L'incendie a concerné peu de matières combustibles. Aucun stockage n'a été affecté. Le système d'arrosage du sac recueillant les poussières de cuir en bas du cyclone a par ailleurs été activé. L'atelier de fabrication comporte deux chaînes associées à un dispositif d'aspiration distinct. L'incendie est survenu sur la chaîne qui est normalement moins sensible au risque d'ignition (agrafes peu présentes). La deuxième chaîne est associée à un dispositif d'aspiration permettant de maîtriser ce risque, dénommé sur le site « aspirateur à eau » (dispositif avec aspersion). L'exploitant a précisé que le système d'aspiration impacté par l'incendie a été isolé et que la fabrication peut entièrement être réalisée avec le système d'aspiration à eau. L'inspection n'a pas d'objection sur la base des éléments présentés à la reprise des activités. Il est toutefois demandé de réaliser un rapport d'incident afin d'analyser précisément les causes de ce dernier et de mettre en place les mesures nécessaires pour en prévenir une nouvelle occurrence.

Demande n°1 : L'exploitant transmet sous 1 mois à l'inspection des installations classées un rapport d'incident, précisant notamment les circonstances et les causes de l'incendie, ses conséquences, les mesures prises le jour même, ainsi que les mesures prises ou envisagées depuis pour prévenir l'occurrence d'un incident similaire. Les actions correctives identifiées sont mises en œuvre dans les meilleurs délais.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Prévention du risque incendie dans la zone de fabrication

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/2014, article 7.1.1, 7.1.3, 7.5.3 et 7.5.4
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques et nuisances
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L. 511-1 du code de l'environnement</p> <p>« Sont soumis aux dispositions du présent titre les usines, ateliers, dépôts, chantiers et, d'une manière générale, les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation économe des sols naturels, agricoles ou forestiers, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique. »</p> <p>Arrêté préfectoral du 26/03/2014</p> <p>ARTICLE 7.1.1 LOCALISATION DES RISQUES</p> <p>« L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de « l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques. (...) »</p> <p>ARTICLE 7.1.3 PROPRETÉ DE L'INSTALLATION</p> <p>« Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières. »</p> <p>ARTICLE 7.5.3 - VÉRIFICATION PÉRIODIQUE ET MAINTENANCE DES ÉQUIPEMENTS</p> <p>« L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. »</p> <p>ARTICLE 7.5.4 CONSIGNES D'EXPLOITATION</p> <p>« Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : (...)</p> <ul style="list-style-type: none"> • les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides), • les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte (...), • les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie, • la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc., • (...) »
<p>Constats :</p> <p>Les conséquences potentielles d'un incendie au niveau des ateliers sont limitées du fait de l'absence de stockage (ils sont situés dans d'autres parties de l'établissement). Il apparaît toutefois nécessaire de prévenir l'apparition d'un incendie dans les ateliers pour prévenir toute risque de propagation aux autres installations et les nuisances pour le voisinage et l'environnement.</p>

<p>Au regard des éléments présentés dans la première fiche de constat, l'exploitant doit en application des dispositions prévues par son arrêté préfectoral, recenser les zones d'aspiration des poussières de cuir et équipements associés comme des zones à risque d'incendie.</p> <p>Pour maîtriser ce risque, des mesures doivent être prises pour d'une part prévenir le cumul de poussières dans les gaines d'aspiration et d'autre part assurer une maintenance périodique des équipements de la chaîne d'aspiration et de collecte des poussières de cuir.</p> <p>Une consigne d'exploitation doit traiter de la mise en sécurité de l'atelier de fabrication en cas d'apparition de points chauds au niveau des gaines et équipements d'aspiration, compte-tenu de la fréquence de ce type d'événement observé par l'exploitant.</p> <p>Non-conformité n°1 : L'inspection des installations classées considère que l'exploitant n'a pas mis en place les dispositions nécessaires en application des articles 7.1.3, 7.5.3 et 7.5.4 de l'arrêté préfectoral, pour prévenir le risque d'incendie lié aux poussières de cuir dans l'atelier de fabrication. L'exploitant identifie et met en place les actions correctives nécessaires (définition des zones à risques, consignes d'exploitation, programme de vérification et de maintenance, etc).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Changement d'exploitant

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/06/2024, article R.181-47
Thème(s) : Situation administrative, Changement d'exploitant
<p>Prescription contrôlée : Article R.181-47 du code de l'environnement</p> <p>« I. - Le transfert de l'autorisation environnementale fait l'objet d'une déclaration adressée au préfet par le nouveau bénéficiaire, à l'exception du transfert de l'autorisation accordée aux installations mentionnées à l'article R. 516-1 qui est soumis à autorisation, dans les conditions prévues par cet article.</p> <p>II. - Cette déclaration est faite dans les trois mois qui suivent ce transfert. Elle mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Le préfet en accuse réception dans un délai d'un mois. (...) »</p>
<p>Constats : La société S.S.B a repris l'exploitation des installations précédemment exploitées par la Société Romanaise de la Chaussure, encadrées par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2014085-0011 du 26/03/2014.</p> <p>Non-conformité n°2 : La société S.S.B n'a pas déclaré au préfet la reprise de l'autorisation environnementale précédemment délivrée à la Société Romanaise de la Chaussure, contrairement aux dispositions prévues par l'article R. 181-47 du code de l'environnement. La société S.S.B procède sous 1 mois à la régularisation de sa demande de changement d'exploitant (par courrier au préfet).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Situation administrative & Réduction d'activité

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/03/2014, article 1.2.1

Thème(s) : Situation administrative, Classement selon la nomenclature des ICPE

Prescription contrôlée :

Arrêté préfectoral du 26/03/2014

Article 1.2.1 – Liste des installations concernées par une rubrique de nomenclature des installations classées

Désignation	Volume	rubrique	classement
Ateliers de fabrication de chaussures, maroquinerie ou travail des cuirs et des peaux.	Puissance totale = 305kW	2360-1	A
Stockage en réservoirs manufacturés de Liquides Inflammables	Stockage de Fuel :26 m ³ (1 cuve aérienne de 20 m ³ et 1 cuve aérienne de 6 m ³) bidons de colles et solvant : 6 m ³ capacité totale équivalente: 11,2 m ³	1432-2-b	D
Vernis, , peinture, apprêt, colle, enduit etc. (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile....) - lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le " trempé " (Pulvérisation, enduction...).	Application de colles, solvants par pulvérisation quantité maximale mise en œuvre : 18 kg/j	2940-2.b)	D

(...) »

Article R. 181-46 du code de l'environnement

« (...) »

II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

(...) »

Constats :

L'exploitant a indiqué que la puissance des installations utilisées était très réduite par rapport à la puissance des installations autorisées sous la rubrique 2360 notamment.

Aucune modification n'a toutefois été portée à la connaissance du préfet, les dispositions de l'arrêté préfectoral restent en conséquence entièrement applicables, ainsi que les dispositions du code de l'environnement associées au régime de l'autorisation et les arrêtés ministériels applicables (notamment les arrêtés ministériels du 2 février 1998 et du 4 octobre 2010).

Le seuil de la déclaration sous la rubrique 2360 est fixé à 40 kW et le seuil de l'autorisation à 200 kW. L'exploitant doit se positionner pour savoir s'il souhaite conserver la puissance de l'autorisation préfectorale de 2014 (305 kW) ou s'il souhaite déclarer une réduction d'activité.

À noter que la puissance retenue doit être celle correspondant à « *de l'ensemble des machines pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation* », il n'est donc pas possible de limiter de manière organisationnelle la puissance cumulée des installations utilisées.

La puissance peut-être limitée par l'abonnement au fournisseur d'électricité ou par tout dispositif technique rendant impossible l'utilisation simultanée des machines (ou encore par le retrait de machines).

<p>Pour ce qui concerne l'activité d'application de colles et solvants par pulvérisation (rubrique 2940, la quantité maximale appliquée pourrait être désormais inférieure au seuil de la déclaration (10 kg/j)), mais l'exploitant peut également conserver le bénéfice de l'autorisation délivrée (18 kg/j, régime de la déclaration), sous réserve de respect des dispositions applicables.</p> <p>En cas de passage sous le seuil de classement, une déclaration de cessation serait à réaliser pour cette rubrique.</p> <p>Demande n°2 : Considérant la baisse significative des activités depuis la reprise des installations précédemment exploitées par la Société Romane de la Chaussure, la société S.S.B transmet sous 1 mois son positionnement sur l'éventuelle évolution du classement des installations classées dont elle a repris l'exploitation (rubriques 2630 et 2940). Un dossier sera transmis le cas échéant sous 3 mois, afin de porter à la connaissance du préfet les modifications sollicitées, avec tous les éléments d'appréciation, conformément aux dispositions prévues par l'article R. 181-46 du code de l'environnement.</p> <p>Observation : Dans le cas où l'exploitant souhaiterait conserver le bénéfice de l'autorisation aux seuils fixés par l'arrêté du 26 mars 2014 (absence de déclassement), l'inspection des installations classées procéderait à une nouvelle visite d'inspection pour s'assurer de la mise en place de l'organisation et des moyens nécessaires pour le respect des dispositions applicables.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 et 3 mois

N° 5 : Documents tenus à la disposition de l'inspection

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/03/2014, article Chapitre 2.6
Thème(s) : Autre, Documents de référence de l'autorisation
<p>Prescription contrôlée : Arrêté préfectoral du 26/03/2014 CHAPITRE 2.6 DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION « L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le dossier de demande d'autorisation initial, • les plans tenus à jour, • les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation, • les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, • tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données, <p>Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection. »</p>
<p>Constats : Les personnes rencontrées n'avaient pas connaissance des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation et ne disposaient des éléments du dossier.</p> <p>Il est précisé que cette situation est globalement liée aux départs et/ou aux licenciements des personnes qui étaient précédemment en charge de ces sujets.</p> <p>Non-conformité n°3 : L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier qu'il dispose d'un dossier comportant les éléments visés par le chapitre 2.6 de son arrêté préfectoral du 26 mars 2014.</p> <p>Certains éléments ont été transmis par courriel à l'exploitant par l'inspection des installations classées (arrêtés préfectoraux et derniers rapports de visite).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Isolement des réseaux en cas d'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/03/2014, article 4.3.9
Thème(s) : Risques chroniques, Isolement des réseaux
Prescription contrôlée : Arrêté préfectoral du 26/03/2014 <i>ARTICLE 4.3.9 : ISOLEMENT DU RÉSEAU DE COLLECTE</i> « Des dispositifs de type plaques, doivent permettre l'obturation de l'ensemble des grilles d'évacuation des eaux de ruissellement en cas de pollution accidentelle ou de présence d'eaux d'extinction d'un éventuel incendie. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. »
Constats : Lors de la visite, il a été précisé que les eaux d'extinction avaient été rejetées dans le réseau d'eau pluviale. L'exploitant n'avait pas en mémoire la nécessité d'isoler les réseaux en cas d'incendie. Aucune consigne n'a pu être présentée sur le sujet. Il a été précisé que les quantités d'eau utilisée lors de l'incendie n'étaient pas très significatives et surtout qu'aucun produit dangereux n'a été concerné par l'incendie. Non-conformité n°4 : L'exploitant n'a pas mis en œuvre les dispositions prévues par l'article 4.3.9 de son arrêté préfectoral du 26 mars 2014, concernant l'isolement des réseaux en cas d'incendie, visant à contenir les eaux d'extinction en cas d'incendie. L'exploitant s'assure sous 1 mois qu'il dispose des équipements adaptés pour l'isolement des réseaux, élabore une consigne et procède à une sensibilisation/formation des personnes devant procéder à l'isolement des réseaux de collecte en cas d'incident.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Suites données aux précédentes visites d'inspection

Référence réglementaire : Autre du 06/04/2023, article sans objet
Thème(s) : Autre, Réponse aux écarts relevés lors des précédentes visites
Prescription contrôlée : Visite d'inspection du 18/01/2023 et 15/03/2023 (rapports des 08/02/2023 et 06/04/2023). Extrait de la lettre de suite du 8 février 2023 relative à la visite d'inspection du 18 janvier 2023 « L'inspection des installations classées s'est rendue le 18/01/2023 sur le site implanté Rue Pierre Curie BP 69 26100 Romans-sur-Isère afin de procéder à une visite d'inspection. En application des articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement, vous voudrez bien trouver ci-joint une copie du rapport établi par l'inspection et transmis à Madame la Préfète à la suite de cette visite. Je vous invite à prendre connaissance avec la plus grande attention des constats établis et des suites administratives éventuellement proposées par l'inspection. <u>Vous voudrez bien me faire parvenir les éléments de réponses et les justificatifs attendus, selon les délais précisés dans le rapport. (...) »</u> Extrait de la lettre de suite du 6 avril 2023 relative à la visite d'inspection du 15 mars 2023 « L'inspection des installations classées s'est rendue le 15/03/2023 sur le site implanté Rue Pierre Curie BP 69 26100 Romans-sur-Isère afin de procéder à une visite d'inspection. En application des articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement, vous voudrez bien trouver ci-joint une copie du rapport établi par l'inspection et transmis à Madame la Préfète à la suite de cette visite. Je vous invite à prendre connaissance avec la plus grande attention des constats établis et des suites administratives éventuellement proposées par l'inspection. <u>Vous voudrez bien me faire parvenir les éléments de réponses et les justificatifs attendus, selon les délais précisés dans le rapport. (...) »</u>

Un plan d'actions correctives a été transmis par courriel du 17 mars 2024, comprenant différentes échéances de réalisations comprises entre 1 mois et 3 mois, en réponse aux 2 visites réalisées.

Constats :

Les personnes rencontrées n'avaient pas connaissance des derniers rapports de visite, des non-conformités relevées, ni du plan d'actions correctives qui avait été élaboré en réponse.

La personne qui était en charge de ce suivi a quitté l'entreprise au moment du placement de la Société Romanaise de la Chaussure en procédure de redressement judiciaire.

Les personnes ont indiqué qu'aucune suite n'avait probablement été donnée depuis.

Non-conformité n°5 : L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la mise en œuvre d'actions correctives en réponse aux non-conformités relevées lors des visites d'inspection du 18 janvier et du 15 mars 2023. Un délai de 3 mois est accordé pour apporter une nouvelle réponse à ces rapports. La réponse pourra être adaptée en fonction de la réponse apportée à la demande n°2 concernant l'éventuelle évolution du régime de classement des installations.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois